

06 JUN 2013



PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE ET DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Bureau ICPE et de la Protection du patrimoine

Installation classée pour la protection de l'environnement

Autorisation

EARL des Prés
et M. Guy HUMEAU
à CLERE-SUR-LAYON

DIDD - 2013 n° *MM*

ARRÊTÉ

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement dans sa partie législative, titre 1^{er} du livre V et dans sa partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU la directive IPPC 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15/01/2008 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;

VU la demande formulée par MM. les gérants de l'EARL des Prés et M. Guy HUMEAU, dont les sièges sociaux sont aux lieux-dits "Les Prés" 49560 CLERE-SUR-LAYON et "Preuil" 49560 NUEIL SUR LAYON, afin d'être autorisés à exploiter un élevage de volailles d'une capacité totale de 53 400 équivalents-animaux, situé "Les Prés" à CLERE-SUR-LAYON ;

VU les plans annexés au dossier ;

VU l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du 13 décembre 2012 au 24 janvier 2013 sur la commune CLERE-SUR-LAYON ;

VU les certificats d'affichage des communes de CLERE-SUR-LAYON, PASSAVANT-SUR-LAYON, NUEIL-SUR-LAYON, LES CERQUEUX-SOUS-PASSAVANT, CERSAY (79), SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE (79) et GENNETON (79) ;

VU les délibérations des conseils municipaux de CLERE-SUR-LAYON, PASSAVANT-SUR-LAYON, NUEIL-SUR-LAYON, LES CERQUEUX-SOUS-PASSAVANT, CERSAY (79), SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE (79) et GENNETON (79) ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 25 janvier 2013 ;

VU les avis du Directeur départemental des territoires, du chef du service départemental de la police de l'eau, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national de l'origine et de la qualité ;

VU le rapport du 28 mars 2013 du directeur départemental de la protection des populations, inspecteur des installations classées ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 25 avril 2013 ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 512.1 du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le projet de construction est consécutif à l'installation d'un jeune agriculteur et ainsi conforte les capacités financières du pétitionnaire ;

CONSIDERANT que le dimensionnement du plan d'épandage est satisfaisant et permet le respect de l'équilibre de la fertilisation ;

CONSIDERANT que l'aptitude des sols à l'épandage a été déterminée à l'aide d'une étude agropédologique et ainsi limite les risques de pollution ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Art. 1^{er}. - Messieurs les Gérants de l'EARL DES PRES et M. HUMEAU Guy, dont les sièges sociaux sont aux lieux-dits "Les Prés" et "Preuil" – 49560 CLERE SUR LAYON et 49560 NUEIL SUR LAYON, sont autorisés à exploiter un élevage de volailles situé au lieu-dit "Les Prés" – 49560 CLERE SUR LAYON.

Art. 2. - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** sous la rubrique n° 2111.1 de la nomenclature.

Art. 3. - Pour la tenue de l'établissement, les exploitants se conforment aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage, les annexes et les ouvrages de stockages sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (annexe I).

Les bâtiments d'élevage fixes sont séparés les uns des autres par une distance d'au moins 10 mètres.

Une nouvelle haie est implantée au sud du bâtiment à construire à l'aide d'essences bocagères. La plantation s'effectue sur un merlon terre dans l'année qui suit la mise en service du nouveau poulailler.

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la préfecture avant leur réalisation.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 53 400 équivalents-animaux (poulets, pintades, dindes, faisans).

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur litière et seuls les faisans ont accès à la volière durant 16 à 18 semaines.

L'accès au parcours en plein air s'effectue à l'aide d'un trottoir en béton ou tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur le trottoir sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.

Les parcours des volailles sont herbeux ou ombragés et maintenus en bon état. Toutes dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.

Le sol du bâtiment de 600 m² est constitué de béton et celui du bâtiment de 1 500 m² est en terre battue.

L'exploitant conduit son élevage conformément au dossier déposé ; tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture, avant sa réalisation.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

4° Réseau de collecte

Tous les effluents liquides ainsi que toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment dont le sol est étanche, du matériel et des annexes sont collectés par un réseau étanche et dirigées vers l'installation de stockage à créer.

Une fosse permettant de stocker l'ensemble des eaux de lavage est mise en place durant la phase des travaux.

La consommation d'eau lors du nettoyage des locaux est optimisée par l'utilisation de nettoyeur haute pression.

Le sol du bâtiment d'élevage, les installations d'évacuation (canalisation) et de stockage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

La pente des sols des bâtiments d'élevage et des annexes permet l'écoulement des effluents vers l'ouvrage de stockage. Cette disposition ne s'applique pas au bâtiment d'élevage sur litière accumulée.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition ne s'applique pas au bâtiment d'élevage sur litière accumulée.

Les toits sont munis de gouttières ou de tout autre dispositif pour la collecte des eaux pluviales qui sont évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier, afin de ne pas être mélangées aux effluents de l'élevage.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation. En cas de raccordement sur un système public ou sur un forage en nappé, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection muni d'un système de non-retour. Le forage est protégé et exploité conformément à la réglementation en vigueur.

La consommation d'eau des animaux doit être maîtrisée afin de limiter le gaspillage. La consommation d'eau fait l'objet d'enregistrement afin de vérifier que le niveau de consommation soit reconnu performant.

5° Stockage

Le stockage est assuré par une fosse de 4 m³ utiles.

L'installation de stockage est réalisée durant la phase des travaux.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit. Les ouvrages de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

L'ouvrage de stockage permet de conserver l'effluent liquide généré par le lavage.

Les fumiers de volailles compacts non susceptibles d'écoulement et les autres fumiers après un stockage de deux mois sur une fumière peuvent être directement stockés ou compostés sur une future parcelle d'épandage.

Le stockage n'est pas réalisé sur des sols où l'épandage est interdit et il est distant d'au moins 100 mètres de toutes habitations tiers et de 35 mètres des berges des cours d'eau. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

6° Déchets

Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

7° Réduction des émissions d'odeurs

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ainsi que des épandages ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage.

Le système de ventilation dynamique de l'élevage est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

Des dispositions sont prises dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions dans l'atmosphère.

8° Épandage

Tout rejet direct d'effluents dans les eaux souterraines est interdit. Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit.

L'épandage des effluents produits sur l'exploitation est soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après.

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Tous les animaux reçoivent une alimentation de type multiphase, garantissant des apports en protéines limités aux besoins physiologiques de chaque catégorie d'animaux. L'alimentation est complétée en phytase.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage prenant en compte l'aptitude des sols pour la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte *a minima* les éléments suivants :

- L'identification des parcelles (références cadastrales ou tout autre support reconnu, superficie totale et superficie épandable) regroupées par exploitant ;
- L'identité et l'adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- La localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12500 et 1/5000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- Les systèmes de culture envisagée (cultures en places et principales successions) ;
- La nature, la teneur en azote avec indication du mode d'évaluation de cette teneur (analyses ou références) et la quantité des effluents à épandre ;
- Les doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol, et de culture en utilisant des références locales ou tout autre méthode équivalente ;

- Le calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié ;

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La quantité maximale d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux. Le dimensionnement du plan d'épandage permet l'équilibre de la fertilisation phosphorée.

L'épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe du présent arrêté (annexe II).

Toute modification apportée à ce plan devra être signalée avant sa réalisation à la Préfecture de Maine-et-Loire – bureau des ICPE et de la Protection du Patrimoine.

9° Règles d'épandage

L'épandage est interdit :

- A moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- A moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ; cette distance peut être réduite à 50 mètres pour l'épandage du compost conforme à l'article n° 10 ;
- A moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue dans l'arrêté d'autorisation ;
- A moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; Cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau.
- Sur les terrains à forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;
- Sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les compost) ou enneigés ;
- Sur les sols inondés ou détrempés ;
- Pendant les périodes de forte pluviosité ;
- Sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;
- Par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents ;
- Le week-end et les jours fériés.

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :

	Distance minimale (en mètres)	Délai maximal d'enfouissement après épandage sur les terres nues
Compost conforme à l'article n° 10	10	non imposé
Lisier lorsqu'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol est utilisé	15	immédiat
Effluents après traitement et/ou atténuant les odeurs	50	24
Fumiers de volailles après un stockage d'au moins deux mois ; fientes à plus de 65 % de matière sèche ; lisier et purin avec utilisation d'un dispositif permettant un épandage au plus près de la surface du sol de type pendillards ;	50	12
Autre cas	100	24

L'épandage des fumiers est réalisé avec un matériel adapté permettant une répartition homogène. Les périodes d'épandages sont fixées par l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 et par les arrêtés départementaux ou régionaux.

Une attention particulière est apportée à l'épandage et à l'enfouissement des fumiers durant la période allant du 15 juillet à la fin des vendanges, de manière à ne pas contaminer le raisin par les mauvaises odeurs et à ne pas compromettre la qualité des vendanges.

En dehors des périodes où le sol est gelé, les épandages sur terres nues des effluents sont suivis d'un enfouissement dans les délais précisés par le tableau ci-dessus, à l'exception des composts visés à l'article 10°.

10° Compostage

Les distances minimales définies à l'article 9 s'appliquent aux composts élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- Les andains font l'objet *a minima* de deux retournements ou d'une aération forcée ;
- La température des andains est supérieure à 55° C pendant quinze jours ou à 50° C pendant six semaines. L'élévation de la température est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de température sont consignés sur un cahier d'enregistrement ou sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

11° Enregistrement des épandages

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté Programme d'action à mettre en œuvre pour la reconquête de la qualité des eaux en Maine et Loire du 30/06/2009.

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers. Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage regroupe les informations relatives aux effluents d'élevage issus de l'exploitation :

- Le bilan global de fertilisation ;
- L'identification des parcelles (îlots) réceptrices épandues ;
- Les superficies effectivement épandues ;
- Les dates d'épandage ;
- La nature des cultures ;
- Les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minérale ;
- Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

En outre, chaque fois que les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par des tiers, le cahier d'épandage doit comprendre un bordereau cosigné par le producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage ; il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues.

Le cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fertilisation sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

12° Sécurité incendie

Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées au moins tous les trois ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement est muni d'extincteurs adaptés aux risques, permettant de combattre tout début d'incendie. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

La défense contre l'incendie est assurée par une réserve naturelle de 180 m³ située à moins de 200 mètres, conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. L'implantation de cette réserve devra être soumise pour avis aux services Incendie et Secours. L'aménagement du point d'eau est réalisé durant la phase des travaux.

Il convient de mettre en place un éclairage de sécurité suivant les mesures fixées par l'arrêté du 10 novembre 1976 du ministre du travail.

13° Hygiène

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien et les bâtiments sont convenablement ventilés. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux sont nettoyés et désinfectés.

L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

Les produits de nettoyage, de désinfection, traitement, de fuel, et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

14° Équarrissage

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille sont placés dans un conteneur étanche et fermé, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposé sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un récipient fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit.

15° Bruit

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le niveau maximal de bruit est fixé par les valeurs limites suivantes :

Tranches horaires	Valeur limite L _m
Entre 6 H et 7 H	55 dB A
Entre 7 H et 20 H	60 dB A
Entre 20 H et 22 H	55 dB A
Entre 22 H et 6 H	50 dB A

L'émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 h à 22 h :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Émergence maximale admissible en dB (A)
T < 20 mn	10
20 mn < T < 45 mn	9
45 mn < T < 2 h	7
2 h < T < 4 h	6
T > 4 h	5

Pour la période allant de 22 h à 6 h :

Émergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits générés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- En tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- Le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse) de ces mêmes locaux ;

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions de l'arrêté du 16 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

16° Dysfonctionnement de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

17° Déclaration d'émission polluante (concerne les élevages à partir de 40 000 emplacements)

L'exploitant déclare chaque année la masse annuelle d'ammoniac produite dans son installation conformément à l'arrêté du 24 décembre 2002 modifié.

18° Cessation d'activité

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

L'exploitant remet en état le site de telle sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;

Art.4 - Le pétitionnaire adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, dès qu'ont été mis en place les aménagements et équipements permettant la mise en service effective de l'installation, tels qu'ils ont été précisés par le présent arrêté.

Un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation est publié par les soins de la préfecture et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Art. 5 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 6 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 7 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de CLERE-SUR-LAYON et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de CLERE-SUR-LAYON et envoyé à la préfecture.

Art. 8 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de M M. les Gérants de l'EARL des Prés et de M. Guy HUMEAU dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Maine-et-Loire et celui des Deux-Sèvres.

Art. 9 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la Préfecture de Maine-et-Loire, à la sous-préfecture de SAUMUR et à la mairie de CLERE-SUR-LAYON

Art. 10 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles du récépissé du 20 décembre 2006 établi au nom de la SCEA des Prés et transféré le 1^{er} avril 2008 afin d'entériner le changement de raison sociale.

Art. 11 - Le Secrétaire général de la Préfecture, le Sous-Préfet de SAUMUR, le maire de CLERE-SUR-LAYON, les inspecteurs des installations classées et le Commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 22 MAI 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général de la Préfecture,


Jacques LUCBEREILH

Délais et voies de recours : Conformément aux dispositions des articles L.515-27 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est pour les tiers, personnes physiques ou morales, communes intéressées ou leurs groupements d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de la présente décision, le délai est prorogé de six mois à compter de la mise en service de l'installation. Pour le demandeur ou l'exploitant, le délai est de deux mois et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

Construction projetée (S.H.O.B. : 1652,2 m²)

Habitations des Tiërs les plus proches

Límite de propiedad de M. et Mme HUMEAU Bernard

Val pour être annexé
à l'arrêté n° 114
en date du 23/5/2013
ANGERS, le 30/5/2013
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

GUY BRICHETEAN

SECRET
NO FOREIGN DISSEM
NO UNCLASSIFIED
NO UNCLASSIFIED
NO UNCLASSIFIED

EXTRAIT DE PLAN CADASTRAL

Commune de CLERE-SUR-LAYON

Section : A - Echelle : 1 / 2000

PC 2

<p> établie par : A-C </p>

Figure 1 shows a schematic diagram of a two-dimensional lattice structure. The lattice is composed of solid and dashed lines forming a grid. A central region is highlighted with a dashed border. Labels 'a' and 'b' indicate lattice parameters. A coordinate system (x, y) is shown in the bottom right corner.

HT	habitation	CE	Cours d'eau	PE	Peu d'eau	FP	Forêt peuplée	ZN	Zone hydrographique	VG	Végétation / Vignoble	PA	Parcelles cadastrales	BA	Bâtiments	Exploitant	Surface initiale	Surface partiellement évaluable après exclusions réglementaires		Surface partiellement évaluable après exclusions réglementaires		Légende d'exclusions réglementaires		Exclusion pédo-logique		Sol après 1° épandage		Sol après 2° épandage		Surface après épandage		Surface non évaluable initiale																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
Page	libré	Commune	Sect.	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	N° parcelle	T.L.	S.T.H	T.L.	S.T.H	T.L.	S.T.H	Métrie	classe 0	classe 1	classe 2	T.L.	S.T.H	T.L.	S.T.H																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																											
7	12	Neul-sur-Lyon	ZN	93												GAEC PERCHER	4,19	3,24									3,24																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	19			1													1,53	1,53									1,53																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	20			61-426													2,08	2,08									2,08																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	34	Chât-sur-Lyon	C	162													1,52	0,00									0,00																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	38		B	48-50													1,72	0,00									0,00																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	39	Passavant-sur-Lyon	ZA	19													0,36	0,00									0,00																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	40		A	617													0,63	0,00									0,00																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	44		C	488													2,05	0,00									0,00																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	45		B	54-55													4,20	0,00									0,00																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
	102	Neul-sur-Lyon	ZN	17-18-38													9,25	8,58									8,58		0,60																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
	104			25 à 30-34													11,57	11,39									11,39		0,18																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																													
TOTAL page 7																		38,10	28,12	0,00																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						

HT CE PE	Habitation (iers Cours d'eau Plan d'eau)	PP ZH PG	Forêt peuplée Zones hydromorphes Verger / Vignes	N° parcelle	Exploitant	APR (ha) propre / tiers	Surface initiale	Surface potentiellement épanachable après exclusions réglementaires	Surface épanachable / nature cult. T.L. S.T.H.	Moins d'exclusions réglementaires	Exclusion pédo-logique Moins classe 0	Soixante sept classe 1	Soixante sept classe 2	Surface épanachable T.L.	Surface non épanachable S.T.H.
	Commune														
	EARL DES PRES					92,20		67,12	4,21		0,44	72,69	0,00	2,34	8,18
	GAREC PERCHER					223,97		155,19	0,00		1,12	154,03	0,00	10,39	0,00
	SCEA DU CHATEAU DE BROSBAY					142,05		114,27	5,29		5,18	117,38	0,00	4,18	10,89
	TOTAL					458,22		336,58	14,50		6,74	344,10	0,00	16,99	19,07
	Surface réglementairement épanachable en liège et fumier (épanchage à plus de 100 m des habitations (liers))								351,04						
	Surface inapte à l'épandage du liège ou du fumier suite aux repérages des zones hydromorphes								6,94						
	Surface apte à l'épandage du liège et fumier								344,10						
	Surface complémentaire réglementairement épanachable* (épanchage à plus de 50 m des habitations (liers))								18,89						
	Surface totale à l'épandage								360,99						
	Surface non épanachable pâturée								19,07						

* Les épanchages des lièges de volailles de chair et des lièges à plus de 65 % de matière sèche peuvent être réalisés à 50 m des habitations des lièges sous réserve d'un entassement dans les 24 heures. Les épanchages de lièges traités grâce à un procédé adjuvant les odeurs bénéficient du même droit.

